



**« L'état de la démocratie locale et régionale en Europe » Célébration conjointe du 25<sup>e</sup> anniversaire du Comité européen des régions et du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe - Bruxelles, Belgique, 27 juin 2019**

## Discours de Barbara Toce, vice-présidente du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux

**Comité européen des régions, Jacques Delors building - Brussels, Belgium, 27 June 2019**

*Seul le prononcé fait foi*

Les échanges d'aujourd'hui ont encore une fois confirmé que, malgré les différences qui existent entre nos deux institutions, nous avons tous à cœur la promotion d'un bien commun. Ce bien commun est le territoire, avec ses collectivités locales et régionales qui sont depuis toujours un point de référence identitaire, culturel, social, économique et politique pour les communautés de citoyens qui les habitent.

Les discussions que nous avons menées aujourd'hui ont également montré que nous partageons des valeurs fondamentales : les valeurs de la démocratie territoriale, et la conviction que les territoires, les collectivités territoriales, jouent un rôle crucial dans la construction de l'avenir de notre continent.

Nous sommes tous convaincus que les acteurs territoriaux ont aussi la capacité importante de pousser à agir, et parfois à réagir, face aux défis auxquels nos sociétés sont confrontées aujourd'hui. Ces défis se présentent sous la forme d'un affaiblissement du lien entre le citoyen et le pouvoir, d'une baisse de la confiance des citoyens envers la représentation démocratique, dans les institutions gouvernementales et dans la capacité de celles-ci à trouver des solutions aux problèmes qui affectent nos sociétés.

Certains de ces problèmes sont apparus au cours des discussions de cet après-midi, du changement climatique à la "cyber-société" du contrôle à distance, à laquelle les autorités territoriales, locales et régionales, peuvent apporter une contribution très importante, d'autant plus que ces défis les concernent de très près.

Aujourd'hui, ces défis et problèmes sont traités à différents niveaux de gouvernement, et, par conséquent, nous voyons leurs répercussions à tous les niveaux, national et local. Il existe à présent très peu de problèmes qui sont traités seulement au niveau national. D'autre part, ce sont avant tout les élus locaux et régionaux, qui sont les représentants du pouvoir les plus proches des citoyens, qui sont appelés (par les citoyens eux-mêmes) à répondre à ces défis

Le point clé de la contribution du Congrès à la réunion ministérielle d'Helsinki, qui s'est penchée sur le futur du Conseil de l'Europe, était que, dans la situation actuelle, il est nécessaire d'élaborer un nouveau pacte entre Etat et territoire, entre Etat et citoyen grâce au territoire. Un nouveau pacte socio-territorial qui permettra de tirer pleinement parti du potentiel et du rôle des communautés et de la démocratie territoriale pour faire face aux problèmes nationaux et mondiaux auxquels nous sommes confrontés.

Il y a 25 ans, nos deux institutions ont été créées pour promouvoir la décentralisation et la démocratie locale et régionale en Europe. Depuis ce jour, des progrès considérables ont été accomplis, mais cet objectif, qui est notre cause commune, est toujours d'actualité. Nous sommes convaincus que notre coopération fructueuse nous permettra de rester sur cette bonne voie et d'évoluer vers un véritable système de gouvernance à plusieurs niveaux fondé sur les bases solides de la démocratie territoriale.